



Le 28 novembre 2022

Directeur adjoint Beth Behdol
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.
Viale delle Terme di Caracalla
00153 Rome, Italie

Cher directeur adjoint Behdol,

Au nom de Pesticide Action Network International et des organisations de la société civile et des peuples autochtones soussignées, nous vous remercions une fois de plus pour le temps que vous avez consacré à rencontrer nos représentants afin de discuter des préoccupations concernant l'accord de la FAO avec CropLife International (CLI). Nous avons apprécié l'occasion de dialoguer et d'[enregistrer fermement notre demande de mettre fin à](#) l'intention de la FAO de collaborer avec les plus grandes sociétés de pesticides du monde, exprimée par près de [200 000 personnes de plus de 107 pays](#), plus de [430 organisations de la société civile et des peuples autochtones](#), près de 300 [universitaires et scientifiques](#), et près de 50 [groupes philanthropiques](#), ainsi que par le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation qui [a soulevé des préoccupations dans son rapport à la 49e session du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies](#).

Alors que vous vous réunissez pour la 171e session du Conseil de la FAO, nous réitérons notre appel à plus de transparence et de responsabilité concernant la collaboration continue et approfondie de la FAO avec CLI et ses membres, et vous exhortons à annuler la lettre d'intention signée en 2020.

L'industrie des pesticides, responsable de 385 millions d'empoisonnements par an et de niveaux sans précédent de pollution et de perte de biodiversité, contribue énormément aux crises alimentaire, écologique et climatique mondiales. CropLife n'est pas un acteur ordinaire du secteur privé ; son objectif principal de vendre des pesticides toxiques va directement à l'encontre du mandat de la FAO et de la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD). CropLife utilise le déguisement d'innovation agricole et de technologie numérique pour élargir les opportunités de marché et augmenter les profits de ses membres, [en particulier dans les pays du Sud](#) où les ventes de pesticides hautement dangereux (HHP) sont encore plus élevées et ont plus d'impacts sur la santé et l'environnement. [Les entreprises membres de CropLife se sont ingérées dans les données scientifiques et la politique nationale](#). On ne peut ignorer que la CLI a surdimensionné l'influence politique et économique sur les efforts visant à interdire ou à restreindre les pesticides les plus toxiques du monde ou à réglementer l'exportation et la distribution mondiales.

La FAO doit EXCLURE CropLife des partenariats avec le secteur privé mentionnés comme faisant partie intégrante de ses stratégies pour faire face aux crises alimentaire et climatique, en particulier la Stratégie de la FAO [sur les changements climatiques et la Stratégie pour la science et l'innovation](#).

Tout en continuant à suivre de près l'évolution de la situation à ONU Femmes, **nous demandons à la FAO de suivre l'[exemple fourni par ONU Femmes](#), qui a mis fin à son protocole d'accord avec la société d'investissement BlackRock après avoir écouté les préoccupations de la société civile.** Cela démontre qu'il est possible pour une institution des Nations Unies ayant l'obligation de respecter les droits de l'homme de reconnaître et d'intervenir en cas de conflit d'intérêts et d'incohérence avec le mandat.

La réponse mondiale à la crise climatique nécessite l'élimination progressive du système alimentaire fondé sur les combustibles fossiles et l'utilisation de produits agrochimiques, qui contribuent de manière significative aux émissions de gaz à effet de serre et à l'effondrement écologique. La FAO a l'occasion de faire preuve d'un leadership audacieux en matière d'action climatique en déployant un effort beaucoup plus concerté pour réduire la dépendance aux pesticides chimiques. Cependant, le [pavillon de l'alimentation et de l'agriculture](#) co-organisé par la FAO, le GCRAI et la Fondation Rockefeller lors de la COP27 a donné la priorité aux technologies numériques « intelligentes pour le climat » et aux innovations centrées sur le marché que les entreprises membres de CLI Bayer, BASF, Corteva, FMC et Syngenta cherchent à faire progresser. Ceci, combiné avec le [livre blanc](#) publié conjointement par la FAO et le Forum économique mondial sur la « transformation des systèmes alimentaires » par l'innovation, et les priorités de la nouvelle [stratégie de la FAO pour la science et l'innovation](#) illustrent l'élargissement de l'espace et de l'influence de l'industrie des pesticides. **Nous demandons à la FAO de donner la priorité à l'agroécologie dirigée par les populations en tant que solution innovante de résilience climatique, et de veiller à ce que les stratégies climatiques et scientifiques ne donnent pas la priorité aux pesticides et aux engrais, ni aux entités du secteur privé associées à des violations des droits de l'homme ou à la destruction de l'environnement.**

Nous reconnaissons et appuyons les efforts déployés par la FAO pour accroître la contribution de l'industrie des pesticides au nettoyage de ses propres déchets. Cependant, de tels efforts ne nécessitent pas une lettre d'INTENTION officielle avec CropLife. Comme nous l'avons expliqué dans les appels précédents, la collaboration avec l'industrie des pesticides dans des domaines plus larges [décrits dans](#) la LOI, [ainsi que dans les domaines de la « numérisation » et de la « transformation des systèmes agroalimentaires »](#), va à l'encontre du Code de conduite de la FAO sur la gestion des pesticides, de ses [orientations pour réduire la dépendance aux pesticides](#) et des recommandations des lignes directrices pour éliminer progressivement et mettre fin [à l'utilisation des produits de santé naturels](#). La LI avec CLI signale que la FAO sous-estime son [soutien à des alternatives telles que l'agroécologie pour](#) générer des systèmes agroalimentaires écologiques sans l'utilisation de pesticides toxiques.

Vous avez précisé lors de notre réunion que CropLife n'a fait aucune contribution financière à la FAO depuis 2011. Toutefois, les investissements du secteur privé dans les États membres sont activement facilités par l'Initiative « Main dans la main » de la FAO, qui encourage en fait les entreprises de pesticides à investir dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. Le directeur général en a fait appel à CropLife dans son [discours devant le conseil d'administration de la CLI](#) le jour même de la signature de la LETTRE d'intention. **La FAO ne devrait pas inviter ou faciliter CropLife et ses membres à de telles opportunités d'investissement HiH, et devrait les exclure des partenariats public-privé « financement innovant et financement » référencés dans la Stratégie de la FAO sur le changement climatique. La FAO doit maintenir la transparence publique dans toutes ses activités avec CropLife et ses sociétés membres.**

Un sujet de discussion à la présente session du Conseil est la « Participation d'observateurs du secteur privé aux sessions des organes directeurs de la FAO » ([point 16](#)). Nous demandons instamment que ni CLI ni aucune de ses sociétés membres ne se voient accorder le privilège indu d'un tel statut d'observateur [permanent](#). Cela ne ferait que renforcer le conflit d'intérêts qui existe entre CLI et la FAO, accorder des privilèges encore plus importants à l'industrie des pesticides et brouiller les

domaines de collaboration qui manquent déjà de transparence. Lors de notre réunion de juillet, vous avez déclaré qu'il n'y a pas de discussion en cours sur l'avancement de l'entente de LETTRE D'INTENTION indéfinie avec CLI à un protocole d'entente officiel. **Il est essentiel que la FAO ne crée pas d'autres moyens, tels que le statut d'observateur du secteur privé pour les représentants de l'industrie des pesticides, pour participer aux efforts de l'agence.**

Nous réitérons une fois de plus l'appel de la société civile et des peuples autochtones, des agriculteurs et des travailleurs agricoles, des syndicats, des scientifiques, des universitaires et d'autres communautés pour que la FAO résilie son accord indéfini avec CLI et mette fin enfin à son « intention » de collaborer avec les plus grands acteurs de l'industrie des pesticides. La 171ème session du Conseil de la FAO est un moment opportun pour prendre de telles mesures.

Merci de votre attention. Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes sentiments distingués,

Keith Tyrell, président
Pesticide Action Network International

Million Belay, coordinateur
Alliance pour la Souveraineté Alimentaire en Afrique (AFSA)

David Azoulay, directeur du programme d'hygiène du milieu
Center for International Environmental Law (CIEL)

Sofia Monsalve, Secrétaire générale
FIAN International

Kirtana Chandrasekaran et Martín Drago, coordinateurs du programme de souveraineté alimentaire
Amis de la Terre International

Sophia Murphy, directrice générale
Institute for Agriculture and Trade Policy (institut pour l'Agriculture et la Politique Commerciale)

Andrea Carmen, directrice générale
International Indian Treaty Council (IITC)

Pam Miller et Tadesse Amera, coprésidents
Réseau international pour l'élimination des polluants (IPEN)

Sue Longley, Secrétaire générale
UITA = Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des branches connexes
Associations de travailleurs (UITA)

Laurent Gaberell et Carla Hoinkes, Experts Agriculture et Alimentation
Public Eye

Chee Yoke Ling, Directeur exécutif
Réseau du tiers monde